

Que reste-t-il de la Françafrique ?

Que reste-t-il de la *Françafrique* ?

Olivier Hanne, article paru dans la revue *Conflits*, 2016.

L'expression *Françafrique* a été employée pour dénoncer la responsabilité de la France dans l'échec de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne. Les liens officiels avec la France auraient empêché l'Afrique de voler de ses propres ailes, facilitant aussi le maintien de liens officieux, à mi-chemin entre la corruption et les opérations de services secrets. La *Françafrique* relevait de la diplomatie de l'ombre et de la « cellule africaine » de l'Élysée, éclatant sous forme de scandales plus ou moins étouffés, dont celui des diamants de Bokassa offerts à Giscard d'Estaing (1979).

Vers une autre gouvernance ?

Mais les responsables et les affairistes français ont été conduits à abandonner cette politique dans les années 1990, à la suite de François Mitterrand, qui montra la voie du changement lors du discours de La Baule. Le 20 juin 1990, il annonçait un tournant majeur dans les relations avec l'Afrique : « Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement ». Désormais, les aides seraient conditionnées à la démocratisation des régimes africains.

Il devint dès lors plus délicat pour les pouvoirs politiques de maintenir leurs réseaux, d'autant que les chevilles ouvrières de ces liens personnels mouraient les unes après les autres, comme Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » depuis de Gaulle à Jacques Chirac, ou tombaient sous le coup d'inculpations, ainsi Jean-Christophe Mitterrand. La cellule spéciale de l'Élysée fut fermée et la République enterra officiellement la *Françafrique*. Dans ce nouveau

contexte, les discours hautains et maladroits, comme celui de Nicolas Sarkozy à Dakar en juillet 2007, devinrent aussi rares que dangereux.

À la même période, les difficultés économiques de la France imposèrent une restriction des budgets : fermeture de centres culturels, réduction des effectifs militaires stationnés dans les pays partenaires, dévaluation du Franc CFA en 1994. Une page était tournée.

L'opinion publique africaine favorisait le processus, les manifestations anti-françaises se faisant récurrentes dès les années 1990. Les souvenirs de la colonisation et leur manipulation par les médias et les responsables locaux jouaient contre la présence française. Comme en juin 2015 à Niamey, la rue africaine accuse fréquemment la France de plans secrets, de vouloir renverser le chef de l'État ou de capter ses richesses. Les djihadistes savent jouer sur cette méfiance envers le « blanc », qui est aussi l'infidèle.

Les nouveaux concurrents

Les grandes entreprises ont pris le relais de la *Françafrique* politique pour l'orienter dans une dimension commerciale. De nouveaux liens se sont créés depuis vingt ans afin d'assurer l'implantation des compagnies. Les porteurs de valise privés remplacent les conseillers diplomatiques. Néanmoins, les contrats se négocient pied à pied et les cadeaux entre amis ne suffisent plus pour obtenir un marché. Face à la concurrence, Elf s'est désengagé de l'exploitation du pétrole de Doba (Tchad) en 1999.

D'autres puissances concurrencent la France et ses rouages officieux, utilisant les méthodes que Paris dénonce désormais : les armées américaine et chinoise se sont installées à Djibouti ; la Russie soutient la compagnie Gazprom au Niger ; l'Algérie joue sur les divisions de la société malienne pour s'imposer comme négociateur entre les Touaregs et Bamako. Lors de l'occupation du Nord-Mali par les jihadistes en 2012, le Qatar aurait envoyé des humanitaires du Croissant Rouge à Gao pour soigner les djihadistes. La Chine, qui déploie des investissements colossaux, n'exige aucune contrepartie

démocratique et accepte les pratiques de corruption qui nourrissent les leaders ethniques.

Enfin, les contempteurs de la *Françafrique* ont développé leur propre ingénierie, humanitaire celle-ci, en s'appuyant sur les ONG internationales et sur les programmes de l'ONU pour imposer auprès des gouvernements locaux une vision occidentale de la femme et des rapports sociaux.

Ainsi, la fin de la *Françafrique* ne fut en réalité que le début d'un *Mondafrique*, où chaque lobby tente de s'immiscer dans les affaires du continent.

La France toujours présente

La France reste néanmoins un acteur essentiel. Malgré des budgets resserrés, Paris soutient sur place le développement agricole, l'écologie, l'éducation, les efforts de démocratisation et les armées. En outre, l'influence française reste déterminante dans la politique intérieure de chaque pays. Le régime tchadien n'a dû son salut en 2008 qu'à l'intervention française, et il n'est pas question de se séparer du président Idriss Déby, personnage autoritaire, mais indispensable pour la sécurité régionale. C'est encore Paris qui impose aux gouvernements malien et nigérien depuis vingt ans de négocier avec les Touareg et donc, indirectement, de mettre en place un système fédéral. La décentralisation au Sahel est un processus promu de l'extérieur.

Le réalisme a contraint Paris à discuter avec tous les régimes pour faire face aux trois obsessions françaises : le terrorisme, le contrôle des migrations et l'approvisionnement en ressources naturelles. François Hollande lui-même a dû s'adapter à la réalité africaine. Après l'occupation du Nord-Mali par les groupes islamistes en 2012, l'appel désespéré du président malien a rencontré immédiatement le soutien de l'opinion publique et de l'Union européenne. Malgré une légitimité juridique tardive, Hollande a déclenché en janvier 2013 l'opération Serval, transformée en août 2014 en dispositif Barkhane. Jamais l'armée française n'a été aussi présente dans la région. Les

conseillers militaires vont et viennent, récupèrent du renseignement, sans forcément le partager avec les autorités locales, connues pour laisser fuiter les informations sensibles.

À compter de décembre 2013, la France s'est aussi déployée en République centrafricaine, à travers l'opération Sangaris. Mais, loin de se contenter de séparer les milices, Paris a voulu importer un calendrier démocratique, en imposant comme chef de l'État Catherine Samba-Panza, qui n'a aucun soutien tribal ni ethnique dans le pays. La *Françafrique* a donc changé de visage, mais elle demeure.

Une question intellectuelle autant que politique

La *Françafrique* n'est plus celle des cabinets politiques, des pots-de-vin entre gouvernants, des dictateurs que l'on fait et défait, mais elle est devenue celle de l'humanitaire, de la démocratisation et des droits de l'homme. Dans les deux cas, la conduite de l'Afrique est confisquée. Dans les deux cas, la France a été jugée coupable par les contemporains : coupable d'être intervenue (au Tchad, en Libye), coupable de ne pas intervenir (au Nigéria, en Somalie), voire de mal intervenir (au Rwanda, en République centrafricaine), de laisser des régimes non-démocratiques (Issène Habré) ou de vouloir les renverser (Blaise Compaoré), coupable de réduire les aides, ou au contraire de financer le développement et d'orienter les crédits.

La *Françafrique* est donc aussi un élément de langage et une lubie journalistique. Pour les pays qui cherchent à renforcer leur position sur place, cette dénonciation est bien commode. L'Algérie s'en prend facilement à la France au Mali et en Mauritanie, pour mieux agir au Sahara Occidental au profit du Front Polisario.

Pourtant, les drames des réfugiés et du djihadisme ont, depuis 2012, provoqué un début de changement intellectuel majeur : la conviction que l'approche globale est dépassée. La diplomatie est à la recherche d'efficacité, et non plus d'idéal théorique comme celui de La Baule, de plans de modernisation venus de l'extérieur, conditionnés par des changements sociétaux, qui seront tous reçus comme des ingérences.

Les États du G5 Sahel ont affranchi la France de la question de la gouvernance pour se concentrer sur des objectifs de sécurité. Le pragmatisme et la cohérence sont les nouvelles alternatives qu'ont développées la France et le G5 Sahel. Quant à l'hypothétique démocratisation harmonieuse de l'Afrique, elle est laissée à l'Histoire et au temps long des peuples millénaires.

Regroupement de cinq pays (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad) coopérant avec la France depuis février 2015 pour améliorer la sécurité régionale.